

PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement

Installations classées pour la
protection de l'environnement

AR R E T E

AUTORISATION

E.A.R.L. MERIAU
à SAINT MACAIRE EN MAUGES
D3 - 2003 - n° 459

**Le préfet de Maine-et-Loire,
officier de la Légion d'honneur,**

Vu le code de l'environnement, notamment son livre V ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu la demande formulée par Messieurs les Gérants de l'E.A.R.L. MERIAU, dont le siège social est lieu-dit "La Petite Moncoillière" à SAINT MACAIRE EN MAUGES, en vue d'exploiter, un élevage de volailles d'une capacité 147 122 poules soit 147 122 équivalents animaux et une unité de fabrication d'engrais et support de culture, situés à la même adresse.

Vu les plans annexés au dossier ;

Vu le rapport du directeur départemental des services vétérinaires, inspecteur des installations classées du 10 avril 2003 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du mardi 29 avril 2003 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L 512.1 du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que la transformation des fientes sur le site en engrais organo-minéral est de nature à maîtriser les nuisances sur le site, et permet d'exporter les produits transformés en dehors de la zone à forte pression azotée du département ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Art. 1er - Messieurs les Gérants de l'E.A.R.L. MERIAU, dont le siège social est au lieu-dit "La Petite Moncoillière" à SAINT MACAIRE EN MAUGES, sont autorisés à exploiter un élevage de volailles d'une capacité de 147 122 poules soit 147 122 équivalents animaux et une unité annexe de fabrication d'engrais et support de cultures situés à la même adresse.

Art. 2 - Cet élevage constitue un établissement soumis à **AUTORISATION** rangé sous le n° **2111.1°** de la nomenclature pour l'élevage de poules et à **DECLARATION** sous la rubrique **2170.2** de la nomenclature pour la fabrication d'engrais et support de culture.

Art. 3 - Pour la tenue de son établissement, les exploitants doivent se conformer aux prescriptions ci-après :

1° Implantation et distances

Les bâtiments d'élevage et les installations de stockages des déjections sont implantés conformément aux plans joints en annexe 1 du présent arrêté.

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la préfecture avant leur réalisation.

L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales.

2° Capacité

La capacité maximale de l'élevage est de 147 122 poules soit 147 122 équivalents animaux et la production annuelle maximale d'engrais organique issu du traitement des effluents de l'élevage est inférieure à 10 tonnes/jour.

3° Mode d'exploitation

L'élevage est pratiqué en cage sur tapis. Le traitement des fientes de volailles est pratiqué sous hangar où sont stockés les produits de transformation..

Tout changement dans le mode d'exploitation doit être porté à la connaissance de la préfecture.

4° Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Les exploitants sont tenus de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement.

5° Prélèvement d'eau

L'eau potable indispensable aux activités de l'établissement provient d'un forage de 45 mètres situé sur la parcelle 401.

Les exploitants effectuent, à leurs frais et dans un laboratoire agréé, au moins deux contrôles bactériologiques et chimiques annuels de l'eau prélevée par mélange d'échantillons collectés en extrémité de réseaux internes : à cet effet, il dispose d'un plan d'ensemble des ateliers sur lequel figurent, répertoriés, les différents réseaux et point de distribution d'eau potable.

L'arrivée d'eau est munie d'un compteur volumétrique.

Le compteur est relevé régulièrement et les chiffres relevés sont consignés dans un registre.

6° Réseau de collecte des eaux usées

Les eaux pluviales non polluées sont collectées par un réseau particulier. En aucun cas, ce réseau ne doit recevoir les eaux résiduelles des bâtiments ou de la plateforme de lavage du matériel.

Les murs et les cloisons des bâtiments sont imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité, sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

7° Traitement des eaux usées

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes et notamment le centre de conditionnement d'oeufs, sont collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées vers les installations de stockage.

Le stockage de ces eaux usées est assurée par une fosse étanche de 200 m³.

Ces effluents sont recyclés par épandage agricole sur le parcellaire de l'exploitant (annexe 2).

8° Stockages et transformation des fientes de volailles

Le stockage est assuré par un hangar de stockage de fientes après transformation de 585 m².

L'engrais, issu du traitement, est produit à partir des déjections de volailles, avec incorporation de déchets verts provenant de la commune de SAINT MACAIRE EN MAUGES.

Ce produit rentre dans la catégorie norme NFU 42001 (« engrais à base de déchets animaux et/ou végétaux ») de composition suivante :

- NPK total : 3% en masse de matière sèche minimum,
- N organique : 1% minimum en masse sur produit sec.

Le procédé de traitement doit respecter les étapes présentées dans le dossier de demande de prescriptions complémentaires. Les produits obtenus sont protégés contre les re-contaminations par contact ou mélange avec les intrants non traités.

9° Gestion des flux et autocontrôles

9.1 Gestion des flux

Afin d'assurer une traçabilité du produit transformé, les exploitants tiennent un registre comportant à minima les informations suivantes pour les produits finis commercialisés :

- date de départ du site,
- nom, adresse et coordonnées du destinataire, nature,
- nom du transporteur,
- quantité en tonnes ou/et en m³,

Ce suivi sera comparé régulièrement au volume produit estimé en tenant compte du nombre de poules ayant produits des fientes séchées et la quantité de déchets verts introduite.

9.2 Autocontrôle

La commercialisation directe du produit transformé impose aux exploitants des obligations de résultat en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

Les exploitants effectuent, un mois après la mise en place du procédé et au moins deux fois/an, une analyse du produit portant à minima sur les paramètres suivants :

- PH,

- matière sèche,
- azote totale dont azote organique,
- anhydride phosphorique total (P_2O_5)
- oxyde de potassium total (K_2O),
- oxyde de magnésium (MgO),
- oxyde de calcium (CaO).

10° Sécurité incendie

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'établissement est muni d'extincteurs adaptés aux risques, permettant de combattre tout début d'incendie. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Dans la mesure où le réseau hydraulique ne permet pas l'alimentation d'un ou plusieurs poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre normalisés, la défense contre l'incendie est assurée par une réserve artificielle de 35 000 m³ conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

L'implantation de cette réserve devra être soumise pour avis aux services incendie et secours.

11° Hygiène

11.1 L'installation est maintenue en parfait état d'entretien. Les bâtiments sont convenablement ventilés. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.

11.2 Les exploitants luttent contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

11.3 Les animaux morts sont stockés en attente de leur enlèvement dans une enceinte à température négative.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit.

Leur élimination est réalisée selon les modalités prévues par le code rural.

12° Réduction des émissions d'odeurs

Les émissions d'odeurs provenant de l'élevage ou des installations annexes ainsi que des épandages ne doivent pas constituer une source de nuisances pour le voisinage.

Le système de ventilation est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié du bâtiment en direction des habitations des tiers.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envois de poussières et matières diverses.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, au frais des exploitants, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances.

13° Epandage

En cas de dysfonctionnement des installations de traitement des fientes, ou le non respect de la norme NFU 42001 interdisant la commercialisation, une solution alternative est proposée pour l'élimination des effluents produits par épandage.

L'épandage est réalisé conformément au plan d'épandage validé dans la précédente demande d'autorisation.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains, de la rotation des cultures et de la sensibilité du milieu.

Ils sont établis à partir du bilan global de fertilisation.

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie naturelle ou artificielle concernée. En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que, ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Les exploitants sont tenus de signaler à la préfecture, service des installations classées, la réalisation d'épandage d'effluents d'élevage sans transformation préalable, ou ne respectant pas la norme NFU 42001. Ces épandages feront l'objet d'enregistrement.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;

- à moins de 200 mètres des lieux de baignade et des plages,
- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles situées dans le même bassin versant,
- à moins de 35 mètres des cours d'eau,
- pendant les périodes de forte pluviosité,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées,
- à l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration qui génèrent des brouillards fins,
- sur les terrains à forte pente.

L'épandage des effluents liquides est interdit pendant les périodes où le sol reste gelé ou abondamment enneigé.

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et des déjections solides et, d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme est de 100 m.

Cette distance peut être ramenée à 50 m tant sur terres nues que sur prairies et terres en culture, dans les cas suivants :

	Distance minimale en mètres
réalisation d'un traitement ou mise en oeuvre d'un procédé atténuant les odeurs	50
fumiers après stockage de deux mois dans l'installation et fientes à plus de 65% de matières sèches	50

Sur les terres nues, l'enfouissement doit intervenir dans les 24 heures.

14° Gestion des déchets

14.1 déchets banals

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou tout autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie.

Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieure à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes (Décret n° 94.609 du 13 juillet 1994).

14.2 Déchets dangereux

Un registre des déchets dangereux produits (nature, tonnage, filière d'élimination...) est tenu à jour.

Les exploitant doivent être en mesure d'en justifier l'élimination ; les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans.

14.3 Brûlage

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

15° Bruits et vibrations

Au sens du présent arrêté, on appelle :

* émergence, la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés. A du bruit ambiant (*installation en fonctionnement*) et du bruit résiduel (*en l'absence du bruit généré par l'installation*).

* zones à émergence réglementée :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (*cour, jardin, terrasse*) ;

- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration ;

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zone constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (*cour, jardin, terrasse*), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou sol-dienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergences réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementées (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45dB (A)	6 dB (A)	4dB (A)
supérieur à 45dB (A)	5dB (A)	3dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne doit pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

15.2 Véhicules - engins de chantier

Les véhicules de transports, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

15.3 Vibrations

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86.23 du 23 juillet 1986 sont applicables.

15.4 Mesures de bruit

A la demande de l'inspecteur des installations classées, des mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

16° Remise en état de l'exploitation

Elimination des déchets en fin d'exploitation :

En fin d'exploitation, tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

17° Bilan de fonctionnement

A échéance de 10 ans, un bilan de fonctionnement de l'installation visée par le présent arrêté, ainsi que des différentes installations classées présentes sur ce même site, sera adressé à M. le Préfet de Maine et Loire. Il permet de réexaminer et, si nécessaire, actualiser les conditions d'autorisation.

Le contenu de ce bilan est fixé par arrêté du 17 juillet 2000, pris en application de l'article 17.2 du décret 77.1133 du 21 septembre 1977.

Art. 4 - Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 5 - Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs :

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

Art. 6 - Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de SAINT MACAIRE EN MAUGES et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de SAINT MACAIRE EN MAUGES et envoyé à la préfecture.

Art. 7 - Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de Messieurs les Gérants de l'E.A.R.L. MERIAU, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Art. 8 - Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture, à la sous-préfecture de CHOLET et à la mairie de SAINT MACAIRE EN MAUGES.

Art. 9 - Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles des arrêtés d'autorisation des 2 avril 1998 et 1er mars 1999.

Art. 10 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de CHOLET, le maire de SAINT MACAIRE EN MAUGES, les inspecteurs des installations classées et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 17 JUIN 2003

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général de la préfecture

Jean-Jacques CARON

Pour ampliation
L'adjoint administratif

Guy BRICHETEAU

Délai et voie de recours : Conformément aux dispositions de l'article L. 514.6 du livre V du code de l'environnement, la présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Ce délai est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.